

emploient peut-être 1,000 travailleurs, dont les emplois permanents seront en péril si le ministre des Pêches continue de négliger les flottes de pêche en mer.

Il y a des douzaines d'autres usines, usines côtières, qui achètent du poisson de haute mer à Bay Bulls, Witless Bay, Arnold's Cove, Admiral's Beach, Branch, St. Bride's Southern Harbour, Riverhead. Il y en a une nouvelle en voie de création à St. Mary's, une à Fairhaven, et je pourrais en nommer encore une douzaine. Il faut se rappeler que lorsque le ministre des Pêches assomme tout ce secteur lorsqu'il assomme la pêche hauturière, quand il favorise les Allemands de l'Est, les Polonais, les Russes, les Japonais et tous les autres au détriment de nos propres sociétés qui prennent des risques depuis 50 ans, depuis une époque où on n'avait encore jamais entendu parler du ministre, il fait peser une menace sur tous ces 7,000 ou 8,000 ouvriers d'usines de conserve de poisson de Terre-Neuve et des provinces atlantiques.

En outre, le ministre devrait accorder plus de crédits pour les villages de pêche côtière. Il y a une cinquantaine ou une soixantaine de pêcheurs à Portugal Cove South. C'est leur unique moyen de subsistance. Voilà maintenant deux ans que j'appelle l'attention du ministre sur la situation du quai et du village, qui s'enfoncent dans la mer parce que le brise-lames s'effondre. Le village est exposé aux attaques de la mer et si le ministre n'y porte pas remède, si les réparations ne débutent pas d'ici le début d'avril, il n'y aura plus de pêche côtière à Portugal Cove South cette année.

C'est une activité très florissante. Les recettes fiscales que le gouvernement tire des sociétés de pêche augmentent considérablement, il est temps de s'en servir pour grossir les crédits qui concernent Portugal Cove South, les travaux nécessaires à Renew's, pour le slip qui a été promis à St. Shotts, pour l'achèvement des travaux de Come-By-Chance, pour le remplacement du quai de Long Harbour. Peter's River, St. Vincent, monsieur l'Orateur, est une des plus belles pêcheries côtière d'Amérique du Nord. Peter's River, entièrement ouverte sur la mer, à qui il faut absolument des ouvrages pour protéger le lieu de débarquement du poisson, est un lieu de pêche fantastique. Il y a des pêcheurs côtiers qui ont gagné plus de \$50,000 dans les six semaines qu'a duré la campagne de pêche à la madrague cette année. C'est un endroit où l'on a besoin d'un chafaud communautaire et où il faut agrandir le quai et améliorer les installations de débarquement pour que les pêcheurs de Saint-Vincent et de Peter's River, dont un grand nombre retournent maintenant à la pêche, aient suffisamment d'espace pour pêcher et débarquer leurs prises.

Gaskiers et Pointe La Haye font partie de St. Mary's Bay, où les meilleurs pêcheurs côtiers de la province, doivent débarquer leurs poissons par des moyens primitifs. L'an dernier et en 1977 ils salaient leur poisson. Cette année ils le débarquent frais. Ce sont des hommes qui méritent qu'on les aide et qu'on les encourage. Dans le cadre du programme Canada au travail, ils sont en train de construire un magnifique entrepôt d'agrès de pêche et ils font la même chose à Peter's River. Cela démontre l'importance de certains projets de Canada au travail. Je puis assurer le ministre aujourd'hui qu'aucun projet n'est mieux exécuté au Canada et qu'aucune somme n'est mieux dépensée qu'à Peter's River, Gaskiers et St. Mary's Bay. S'il voulait m'accompagner, ou m'inviter dans son jet un jour, pour aller à Terre-Neuve—il ne dispose d'un jet que pour

Organisation du gouvernement

un mois ou deux maintenant, jusqu'à ce qu'il soit remplacé et redevienne un citoyen ordinaire—j'aimerais lui faire voir ces deux projets. C'est là que les fonds du programme Canada au travail peuvent s'avérer utiles.

Bay Bulls, monsieur l'Orateur, est l'une des meilleures localités de pêche de l'île et il lui faut un quai. On a également besoin d'une cale de halage. Il faut que ces travaux soient entrepris cette année. Le ministre avait promis d'intervenir à Bay Bulls, mais il n'est pas pressé de remplir sa promesse et d'y établir une base de navires garde-pêche. On n'a rien fait au cours des douze derniers mois, et nous aimerions savoir à quelle date les travaux doivent débiter et pourquoi ils ne sont pas déjà en cours comme le ministre l'avait promis lors des élections partielles. J'ai été élu en dépit du fait que le ministre avait promis que si les libéraux étaient élus ils entreprendraient ce projet de base de navires garde-pêche à Bay Bulls. On m'y a élu et on m'y réélira très bientôt.

J'invite maintenant le ministre à entreprendre les travaux de cette grande base de navires garde-pêche. Il ne devrait pas refuser de le faire pour la seule raison que le candidat libéral n'a aucune chance ni aucun espoir d'être élu. Il ne sera qu'un troisième candidat impuissant; on rayera peut-être son nom des bulletins de vote, à moins que quelques âmes charitables ne le prennent en pitié et décident de lui donner leurs voix. Le ministre devrait oublier la politiciannerie et se contenter de tenir ses promesses à Bay Bulls et d'y construire la nouvelle base Crosbie pour les navires garde-pêche de la côte est du Canada. Je serais très heureux que le ministre le fasse, surtout s'il lui donnait mon nom, cela me ferait encore plus plaisir.

Voici ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la Chambre le 25 janvier, comme on peut le voir à la page 2561 du Hansard:

Je crois que nos marchés ne sont pas assez diversifiés et sont plus précaires qu'on ne le pense généralement.

Or, c'est le vice-premier ministre qui est chargé des négociations du GATT. Qu'a-t-il fait pour rassurer le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Rien, de toute apparence. Ce dernier prétend que nos marchés ne sont pas diversifiés et qu'ils sont plus précaires qu'on ne le pense généralement. Le gouvernement est censé négocier avec les représentants des pays du Marché commun en vue de pouvoir exporter du poisson en franchise vers ces pays ou du moins à droit réduit, ce qui nous permettrait de ne plus être presque entièrement tributaires des États-Unis.

● (1420)

Qu'est-ce que le vice-premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) ont fait pour obtenir satisfaction sur ce point capital? Autant que nous sachions, le Marché commun européen les traite avec mépris. Quand le ministre des Pêches et de l'Environnement va-t-il nous dire exactement ce qui se passe aux négociations du GATT? Les pêcheurs canadiens y trouveront-ils leur avantage? Allons-nous pouvoir diversifier nos marchés? Il est inadmissible que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures vienne nous dire que la situation l'inquiète. Il fait partie d'un gouvernement qui est au pouvoir depuis 1968. Quand va-t-il prendre enfin une décision qui nous permettra de diversifier nos marchés et de ne pas être à la merci des États-Unis?